



Ce que nous avons entendu

Les besoins particuliers des femmes en matière de logement

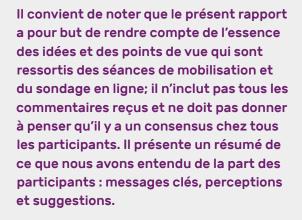
Séances de mobilisation des femmes tenues par la SCHL : Résultats des séances de mobilisation

et du sondage en ligne de 2019











CONTEXTE

La toute première Stratégie nationale sur le logement (SNL) du Canada est un plan de plus de 55 milliards de dollars sur 10 ans qui vise à permettre à plus de Canadiens, où qu'ils soient au pays, d'avoir un chez-soi. Il s'agit du plus important et ambitieux programme fédéral de logement de l'histoire canadienne. La SNL englobe une vaste gamme d'enjeux et porte sur l'ensemble du continuum du logement, allant des maisons d'hébergement aux logements pour propriétaires-occupants, en passant par les logements de transition et les logements locatifs abordables. Cette stratégie historique vise à faire en sorte que les Canadiens de partout au pays, en particulier les femmes et les filles dans le cas qui nous occupe, aient accès à des logements qui répondent à leurs besoins et qu'ils peuvent se payer.

Le gouvernement du Canada s'est engagé à faire en sorte que 25 % des investissements faits dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement (SNL) soient consacrés à des projets qui ciblent expressément les besoins particuliers des femmes et des filles.

La SNL reconnaît que les femmes et les filles sont touchées de façon disproportionnée par les besoins en matière de logement et que les recoupements d'identités – race, orientation sexuelle, âge, statut socio-économique, etc. – créent pour elles des types distincts d'obstacles au logement. Les statistiques sur les besoins impérieux en matière de logement font la lumière sur ces besoins chez les femmes dans

l'ensemble du pays. En 2016, 1,7 million de Canadiens avaient des besoins impérieux en matière de logement.¹ De ces ménages, 17,4 % étaient dirigés par des femmes, tandis que seulement 9,6 % étaient dirigés par des hommes. De même, parmi les ménages habitant dans des logements subventionnés, 44,1 % de ceux dirigés par des femmes avaient des besoins impérieux en matière de logement comparativement à 40,1 % chez ceux dirigés par des hommes. Le gouvernement du Canada reconnaît qu'il doit en faire plus. Par conséquent, lorsque la SNL a été lancée, le gouvernement du Canada s'est engagé à faire en sorte que 25 % des investissements de cette stratégie soient versés pour des projets ciblant expressément les besoins particuliers des femmes et des filles.

À titre de programme phare de la SNL, le Fonds national de co-investissement pour le logement (FNCIL), doté d'un budget de 15,9 milliards de dollars, fournit des contributions pour immobilisations et des prêts à faible coût pour la construction de nouveaux logements, ainsi que pour la réparation et le renouvellement de logements abordables existants. Le FNCIL consiste en un processus concurrentiel visant à soutenir les meilleures solutions pour le logement abordable et à faire en sorte que le financement fédéral soit versé là où les répercussions seront les plus importantes. Depuis le lancement du FNCIL en avril 2018, la SCHL surveille de près le processus de réception et de priorisation des demandes, à mesure que celles-ci sont présentées. À la fin de l'automne 2018, la SCHL a constaté que la majorité des demandes ciblant les femmes et les enfants concernaient des maisons d'hébergement et des logements de transition.²

La SCHL était consciente que les besoins des femmes en matière de logement ne se limitent pas aux maisons d'hébergement et aux logements de transition, mais elle ne savait pas exactement quelles caractéristiques ni quels types de logements étaient nécessaires pour répondre à leurs besoins particuliers. C'est pourquoi elle a tenu des séances de mobilisation des femmes en janvier 2019. Son objectif était de rencontrer des

¹ On dit d'un ménage qu'il éprouve des « besoins impérieux en matière de logement » si son habitation est non conforme à au moins une des trois normes d'acceptabilité (qualité, taille et abordabilité) **et** si 30 % de son revenu total avant impôt serait insuffisant pour payer le loyer médian des logements acceptables (répondant aux trois normes d'occupation) situés dans sa localité.

² Au 31 décembre 2018.

Canadiennes pour approfondir sa compréhension de leurs besoins. L'exercice avait pour but d'écouter réellement ce que les femmes ont à dire et d'en tirer des enseignements. Il visait aussi à solliciter leurs points de vue sur ce que pourrait faire la SCHL pour mieux répondre à leurs besoins en matière de logement.

Pour obtenir les commentaires d'un maximum de femmes, un compte rendu provisoire de ce que nous avons entendu a été publié, accompagné d'un sondage complémentaire, sur le site Web de la SCHL entre le 16 avril et le 6 mai 2019. La SCHL a par la suite examiné et évalué les résultats du sondage par rapport aux conclusions tirées des séances de mobilisation. Les pages qui suivent contiennent les conclusions originales des séances, ainsi que les résultats du sondage complémentaire.

LES SÉANCES DE MOBILISATION

Les séances ont eu lieu à Winnipeg, Halifax, Toronto, Vancouver, Whitehorse, Calgary, Yellowknife et Montréal du 10 au 28 janvier 2019. Bien que les séances se soient tenues dans de grands centres urbains, il est important de noter que des femmes de petites communautés rurales se sont également déplacées pour prendre part à la discussion. La discussion a porté principalement sur notre compréhension des besoins des femmes à toutes les étapes de leur vie, à partir des axes suivants :

- · le type de logement;
- l'espace physique;
- · les commodités;
- · les types de soutien;
- · l'emplacement;
- la sécurité:
- la répartition des logements dans l'immeuble;
- · l'évolution des besoins.

Profitant de l'occasion qu'elles avaient d'exprimer leurs besoins, les femmes que nous avons rencontrées pendant les séances de mobilisation ont soulevé un certain nombre d'enjeux systémiques qui, selon elles, doivent également être traités pour que les besoins des femmes soient réellement comblés. Comme ces besoins ne sont pas propres au FNCIL, il n'en a pas été question dans le sondage. Il est toutefois important d'en prendre note, et c'est pourquoi ils sont inclus à l'Annexe A.

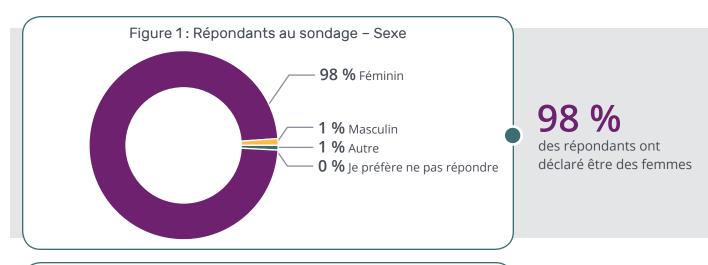
LES FEMMES QUI ONT RACONTÉ LEUR HISTOIRE

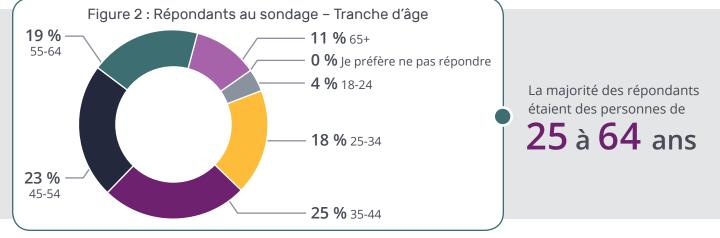
En tout, la SCHL a rencontré plus de 50 organisations et environ 75 femmes, dont certaines ayant eu des problèmes liés au logement. Même s'il n'y avait pas toujours de représentantes de chacune des étapes de la vie et de chacune des composantes du continuum de logement pendant les séances, la SCHL a été en mesure de compiler l'information à l'échelle nationale. Nous avons eu le privilège d'entendre, de la part de femmes de toutes les régions du pays, des réflexions et des opinions représentant une diversité de points de vue. Voici les femmes de notre échantillon :

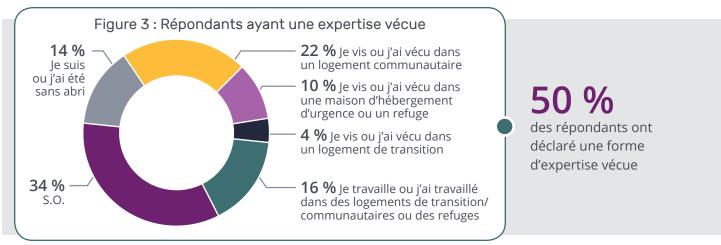
- · femmes qui étaient sans abri ou qui l'avaient été;
- femmes qui vivaient ou travaillaient dans des logements de transition ou des logements sociaux;
- · femmes ayant une expertise vécue;
- nouvelles arrivantes (y compris de nouvelles immigrantes et des réfugiées);
- · femmes âgées;
- femmes de la communauté LGBTQ2+;
- femmes qui travaillaient ou avaient travaillé dans le commerce du sexe;
- · femmes des collectivités rurales;
- jeunes femmes (de 18 à 24 ans);
- femmes à la tête d'une famille monoparentale;
- femmes reconnues comme bénéficiaires de soins en santé mentale;
- · femmes ayant une incapacité physique;
- femmes ayant connu des problèmes de toxicomanie ou de dépendance;
- femmes autochtones (vivant en milieu urbain, métisses, inuites et membres des Premières Nations).

LES RÉPONDANTS AU SONDAGE

Dans le but d'obtenir les commentaires du plus grand nombre possible de femmes, la SCHL a publié un compte rendu provisoire, accompagné d'un sondage complémentaire, sur son site Web entre le 16 avril et le 6 mai 2019. Le taux de réponse au sondage a été positif et, au total, la SCHL a reçu environ 663 réponses. Voici les statistiques sur le profil démographique des répondants :







CONCLUSIONS : SÉANCES DE MOBILISATION ET RÉPONSES AU SONDAGE

Les besoins des femmes en matière de logement évoluent au fil du temps. Pendant les séances de mobilisation, les participantes ont clairement exprimé la nécessité d'avoir accès à un **continuum de choix** à toutes les étapes de leur vie. Les femmes à qui nous avons parlé ont très clairement indiqué qu'il n'existe pas d'espace physique « universel » capable de répondre à tous les besoins des femmes en matière de logement. Voici des exemples de ces besoins, de même que les résultats au sondage qui s'y rattachent :³

Types de logement et espace physique

Atmosphère familiale: Au cours des séances, les femmes ont parlé du besoin d'un espace privé, propre et confortable. L'aménagement de l'espace devrait créer une atmosphère familiale et donner aux femmes le sentiment d'être intégrées à leur milieu. Les femmes ont exprimé qu'elles avaient besoin de connaître leurs voisins et d'avoir confiance en eux, peu importe le type d'immeuble où elles habitent.

Les résultats au sondage soutiennent fortement cette conclusion. Sur les 525 répondants, 61 % jugent que le besoin d'une porte fermée est « critique », et 36 % le jugent « très important ». Quant à la propreté du logement et à l'absence de parasites, la SCHL a reçu 524 réponses, qui soutiennent presque à l'unanimité cette affirmation : 64 % ont jugé ce besoin « critique », et 29 % « très important ».

Cuisine commune : Dans chaque ville visitée, les participantes aux séances ont exprimé le désir d'avoir une cuisine commune où elles pourraient cuisiner ensemble et partager des repas. De nombreuses femmes célibataires ont indiqué qu'une chambre dans une maison partagée répondrait à leurs besoins

si elles avaient accès à une cuisine commune. Des femmes à d'autres étapes de leur vie ont fait remarquer que, même si elles avaient effectivement besoin d'un logement autonome privé avec cuisine, elles estimaient tout de même qu'une cuisine commune serait utile pour cuisiner et partager des repas avec leurs voisines.

Les résultats au sondage en ce qui a trait au besoin d'une cuisine commune ne sont pas aussi nets. Un peu moins de la moitié des 523 répondants ont admis que le besoin d'une cuisine commune était une priorité : 4 % l'ont jugé « critique », 10 % l'ont jugé « très important » et 27 % l'ont considéré « plutôt important ».

Jardins: D'un océan à l'autre, les participantes aux séances ont souligné leur volonté de créer un jardin communautaire, un lieu où elles peuvent cultiver leurs propres aliments et échanger avec leurs voisins. Des femmes autochtones ont également mentionné qu'elles souhaitaient pouvoir cultiver des herbes médicinales.

Les résultats au sondage soutiennent cette conclusion. Bien que seulement 5 % des 523 répondants aient classé l'aménagement d'un jardin parmi les besoins « critiques », 64 % ont fait remarquer qu'il s'agissait d'un besoin important : 24 % l'ont jugé « très important » et 39 % l'ont jugé « plutôt important ».

Espace polyvalent : Au cours des séances de mobilisation, des participantes ont exprimé le besoin d'avoir accès à une salle polyvalente intérieure pouvant servir de salle d'exercice ou pouvant être utilisée pour des activités thérapeutiques, des activités récréatives familiales, des clubs de devoirs ou des activités sociales.

Les résultats au sondage en ce qui a trait aux espaces polyvalents ne sont pas aussi nets. Lorsqu'on leur a demandé de qualifier l'importance d'un espace polyvalent, seulement 4 % des répondants ont jugé qu'il s'agissait d'un besoin critique, et 22 % l'ont qualifié de « très important ».

³ La SCHL reconnaît que les besoins identifiés pourraient en grande partie être catégorisés comme des besoins généraux en matière de logement, attribuables aussi bien aux femmes qu'aux hommes. Cependant, l'objectif de ce rapport est de résumer les besoins tels qu'ils ont été identifiés par les femmes.

Espace extérieur sûr : Les participantes aux séances ont aussi exprimé le besoin d'avoir un espace extérieur ou un espace clôturé dans une aire de jeux pour enfants. Les femmes autochtones ont souligné le besoin de disposer d'un espace extérieur pour tenir des activités propres à leur culture, comme la cérémonie de la suerie ou la cérémonie du feu.

Les résultats au sondage soutiennent cette conclusion. Sur les 523 répondants, 16 % ont jugé que l'espace extérieur était « critique », et 46 % le considèrent « très important ». De plus, 15 % des répondants ont indiqué que le besoin d'une cour clôturée était « critique », et 37 % « très important ».

Espace pour les enfants et les petits-enfants :

Au cours des séances, les participantes qui ont des enfants ont insisté sur la nécessité de disposer d'un espace de jeu à l'intérieur, dans l'immeuble ou le complexe. Les participantes âgées, bien qu'elles n'aient pas exprimé le besoin d'un espace de jeu à l'intérieur, ont par contre mentionné la nécessité de disposer d'un espace supplémentaire (ou d'un appartement pour visiteurs) pouvant accueillir les enfants adultes ou les petits-enfants au besoin.

Les résultats au sondage soutiennent cette conclusion. Sur les 523 répondants, près de 60 % ont indiqué que l'espace de jeu pour les enfants était important : 12 % l'ont jugé « critique », et 36 % « très important ». Quant au besoin d'être en mesure d'adapter leur logement dans l'éventualité d'un changement de la composition de la famille, 13 % des répondants ont jugé ce besoin « critique », et 46 % l'ont considéré « très important ».

Entreposage : Au cours des séances, les participantes ont mentionné le besoin de disposer dans le vestibule des logements d'espaces de rangement suffisamment grands pour y mettre une poussette (femmes avec enfants) ou un fauteuil roulant (femmes ayant des problèmes d'accessibilité), etc.

Les résultats au sondage soutiennent cette conclusion. Sur les 523 répondants, 21 % ont admis que l'espace de rangement était « critique », et 36 % l'ont jugé « très important ».

Sécurité

Les femmes interrogées pendant les séances de mobilisation ont déclaré qu'elles se sentiraient plus en sécurité si elles savaient que la zone entourant leur lieu de résidence était bien éclairée et si l'immeuble avait une entrée sécurisée. Bien que certaines femmes aient déclaré se sentir plus en sécurité avec des caméras, il n'y avait pas de consensus à ce sujet. Certaines femmes ont mentionné que les caméras les inquiétaient pour des raisons de protection de la vie privée; d'autres ont déclaré que les caméras pouvaient donner un faux sentiment de sécurité. De nombreuses femmes ont fait remarquer que la possibilité de posséder un chien leur procurerait également un sentiment de sécurité. Des femmes âgées ont souligné la nécessité d'avoir un bouton d'alerte ou un service de surveillance par les pairs dans leur logement.

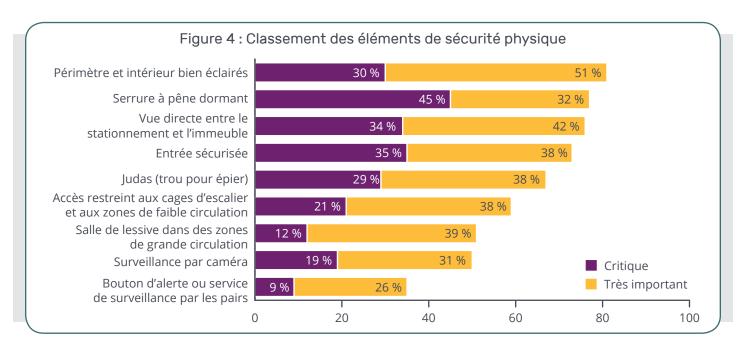
Les résultats au sondage soutiennent ces conclusions à différents degrés. Les répondants confirment surtout le besoin que les environs de leur logement soient bien éclairés et que leur entrée soit sécurisée. Les résultats indiquent entre autres que les serrures à pêne dormant sont en forte demande.

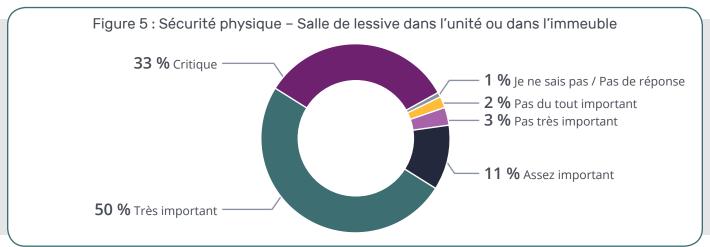


Dans toutes les villes visitées, les femmes que nous avons rencontrées ont souligné que **l'emplacement de la salle de lessive** constituait un problème de sécurité. Elles ont rappelé l'importance d'avoir une salle de lessive **sur place**, de préférence à l'intérieur de l'unité. S'il n'était pas possible de mettre les machines dans les unités, les femmes ont indiqué que les salles de lessive devraient être situées sur place, dans un **endroit où il y a beaucoup de passage** (pas dans le sous-sol),

avec une porte d'entrée et une porte de sortie à chaque extrémité de la salle, afin de pouvoir en sortir facilement en cas de besoin.

Les résultats au sondage soutiennent fortement cette conclusion originale. La présence d'une salle de lessive dans l'unité ou ailleurs dans l'immeuble est fortement souhaitée : 33 % la jugent « critique » et 50 % la jugent « très importante ».





Durabilité sociale

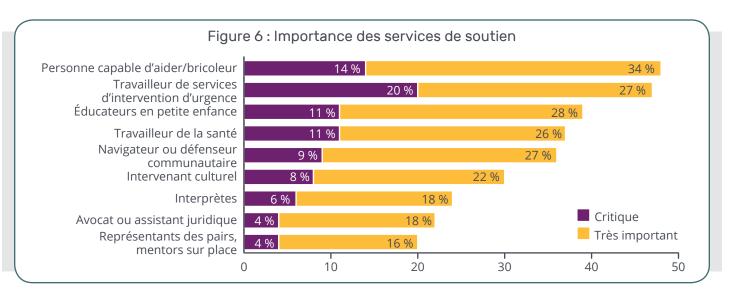
Il y a durabilité sociale lorsque les personnes ont des occasions de participer à la société dans toute la mesure souhaitée et disposent des ressources nécessaires à cette fin. Au cours des séances de mobilisation, les femmes que nous avons interrogées ont énuméré un certain nombre de besoins liés à la durabilité sociale, notamment les suivants :

Accessibilité: Des participantes ont mentionné qu'il était nécessaire d'ajouter des logements accessibles sur le marché. Il a été noté que la construction de nouveaux logements accessibles se traduira par des logements qui pourront convenir à tous. Les femmes ont également mentionné que la conception universelle favorise une meilleure planification à long terme étant donné qu'elle rend les logements accessibles aux personnes handicapées et permet aux femmes âgées de rester chez elles même lorsque leurs capacités sont réduites, et ce, sans rénovations coûteuses.

Les résultats au sondage soutiennent fortement ces conclusions. L'accessibilité se classait très haut dans la liste des répondants : 33 % la jugeaient « critique » et 37 % « très importante ».

Services de soutien : Peu importe leur âge, race, identité de genre, lieu de résidence ou antécédents, les participantes aux séances ont convenu à l'unanimité qu'il était essentiel d'avoir des logements avec services de soutien permanents (ou des services de soutien offerts tout près du lieu de résidence) pour qu'un grand nombre de femmes puissent conserver leur logement et continuer d'y vivre longtemps. Des femmes ont souligné que le logement social traditionnel, qui ne fournit pas toujours de soutien sur place, ne répond pas aux besoins de nombreuses femmes. Les services de soutien offrent une aide en période de crise, contribuent à créer un sentiment d'appartenance à la collectivité et réduisent l'isolement social que de nombreuses femmes vivent lorsqu'elles passent à une solution de logement à plus long terme. La prestation de services sur place apporte également un soutien aux enfants de mères ou de parents qui ont du mal à s'en sortir.

Les résultats au sondage soutiennent cette conclusion. Cependant, il faut savoir que l'accès à un « bricoleur » est jugé globalement plus important que la présence d'un travailleur de services d'intervention d'urgence : 14 % des répondants jugent que l'accès à un bricoleur est « critique » et 34 % le jugent « très important ». La présence d'un travailleur de services d'intervention d'urgence arrive tout juste au second rang : 20 % des répondants la considèrent « critique », et 27 % « très importante ».



Répartition des logements dans l'immeuble :

Comme il a été mentionné précédemment, les femmes ont besoin d'avoir un choix de logement tout le long du continuum pour pouvoir répondre à leurs besoins en matière de logement tout au long de leur vie. Il n'existe pas de solution unique qui réponde aux besoins de toutes les femmes à toutes les étapes de leur vie. La liste ci-dessous énumère certaines idées proposées par les participantes; il convient toutefois de noter que cette liste n'est pas exhaustive :

- installation mixte (ratio hommes-femmes de 70-30, 60-40 ou 80-20);
- · femmes seulement;
- · logements familiaux;
- · jeunes mères seulement;
- · cohabitation de femmes âgées et de jeunes mères;
- logements réservés aux Autochtones (conçus et exploités par des organismes autochtones);
- · logements pour jeunes;
- maisons pour les membres de la communauté LGBTQ+.

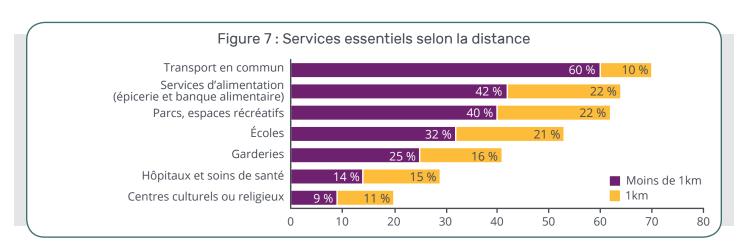
Emplacement : Au cours des séances de mobilisation, les femmes ont rappelé de façon convaincante qu'elles devaient être à proximité des commodités. Un emplacement central permet aux femmes d'avoir

accès à la garderie, à un emploi, à des institutions culturelles et religieuses, au transport et aux services alimentaires (épiceries, banques alimentaires, etc.)⁴

Les participantes ont également exprimé leur besoin de vivre dans un quartier sûr; un besoin qui, selon elle, ne saurait être sous-estimé. À ce sujet, les immigrantes ont également souligné qu'il était particulièrement important pour elles de résider dans un lieu central ou près de centres multiculturels pour faciliter leur intégration. De même, les femmes autochtones vivant en milieu urbain expriment le besoin d'être situées dans un lieu central ou près de services aux communautés autochtones pour garantir leur sécurité culturelle.

Les résultats au sondage soutiennent ces conclusions : les répondants soutiennent que le transport en commun, les services alimentaires, les parcs et les espaces récréatifs, les écoles, les garderies, les cliniques et les centres culturels doivent être à moins de 1 km de leur logement.





⁴ Les maisons d'hébergement pour victimes de violence familiale représentent une exception où les femmes préfèrent que leur lieu de résidence soit tenu secret.

PLEINS FEUX SUR LE NORD DU CANADA

La SNL reconnaît les besoins particuliers du Nord. Le présent rapport serait incomplet s'il omettait de préciser que certains besoins sont particulièrement aigus dans le Nord.

- 1. Offre: Une offre accrue est essentielle. Nous avons besoin de logements de tous les types, des logements du marché jusqu'aux maisons d'hébergement.
- 2. Perspective autochtone: Les Autochtones représentent environ la moitié de la population du Nord. Il faut adopter une perspective autochtone lorsqu'on évalue les besoins en matière de logement dans le Nord.
- 3. Emplacement : Le fait de résider dans un lieu isolé et une infrastructure de transport déficiente rendent l'accès aux commodités, notamment la nourriture, particulièrement difficile pour les femmes du Nord.
- 4. Meilleure coordination des programmes et des services gouvernementaux : Le logement ne peut pas être considéré isolément. À titre d'exemple, les besoins en matière de logement dans le Nord doivent être évalués de concert avec l'infrastructure de transport.
- 5. Versement du financement : Compte tenu des préoccupations concernant le versement des fonds, il est nécessaire de faire le suivi des investissements de la SNL destinés à des projets ciblant expressément les besoins particuliers des femmes et des filles.
- 6. Sensibilisation: Les femmes du Nord n'ont pas toujours accès à Internet. La SCHL doit communiquer en personne avec les résidents des petites collectivités isolées pour s'assurer que les femmes participent aux programmes.

PROCHAINES ÉTAPES

Grâce à ses séances de mobilisation des femmes, la SCHL s'est entretenue avec près de 75 femmes de toutes les régions du Canada. Le sondage en ligne nous a permis d'élargir notre univers statistique et de connaître le point de vue de 649 répondants de plus. Ces deux ensembles de données confirment la variabilité et la complexité des besoins des femmes en matière de logement. Pour elles, le choix et la souplesse sont importants lorsqu'il est question de logement. La prochaine étape consistera à utiliser l'information recueillie pour classer en ordre de priorité les demandes que reçoit la SCHL au titre du FNCIL. Il convient toutefois de noter que, même si cet exercice portait expressément sur le FNCIL, il a permis à la SCHL de recueillir des renseignements très utiles pour orienter la Stratégie nationale sur le logement.



ANNEXE 1: AUTRES DOMAINES OÙ DES BESOINS EXISTENT

Des logements neufs pour augmenter l'offre

Dans chaque ville visitée, les participantes ont exprimé des inquiétudes au sujet de la pénurie de logements dans leur collectivité et ont mentionné qu'une augmentation de l'offre s'imposait le plus rapidement possible. Tous les types de logements, allant des petits logements pour une seule résidente jusqu'aux grandes maisons de quatre chambres ou plus, étaient recherchés. Des femmes des collectivités rurales, en particulier, ont fait remarquer que les femmes de leur entourage sont souvent obligées de rester dans des relations où elles subissent de la violence parce qu'elles n'ont nulle part où aller. Elles ont également souligné que de nombreuses femmes dans les collectivités rurales sont « coincées » dans les maisons d'hébergement d'urgence parce qu'elles n'ont tout simplement pas d'autres options de logement.

Meilleure coordination des services

Des femmes ont exprimé la nécessité d'une approche pangouvernementale, en soulignant que les gouvernements fédéral et provinciaux, les administrations municipales et les gouvernements autochtones doivent collaborer plus efficacement entre eux. Il a été mentionné que les différents ordres de gouvernement, de même que les différents ministères, ont souvent des politiques et des lignes directrices contradictoires, ce qui donne lieu à une utilisation inefficace des fonds publics.

Versement du financement

Des participantes avaient des inquiétudes quant à la transparence des programmes et à leur capacité d'accéder au financement qui leur semble affecté aux programmes auxquels elles participent. Il a été suggéré de créer une équipe de spécialistes pour faire le suivi des investissements de la SNL qui visent à appuyer des projets ciblant expressément les besoins uniques des femmes et des filles. Des femmes ont également mentionné la nécessité de garantir un financement stable et à long terme pour assurer la pérennité des programmes de logement destinés aux femmes.

Partenaires actifs et participation à la prise de décisions

Les participantes ont souligné l'importance d'appliquer une perspective sexospécifique à toutes les décisions relatives au FNCIL. Nous avons entendu diverses suggestions pour mieux prendre en compte les besoins des femmes dans l'aménagement des nouveaux quartiers, notamment la création d'un groupe consultatif de femmes. Ce groupe serait, entre autre, responsable d'examiner les demandes jugées prioritaires, de déterminer si le projet proposé répond aux besoins des femmes, d'agir comme conseillère auprès des promoteurs à l'étape de la conception et de l'aménagement. Les femmes à qui nous avons parlé ont souligné le besoin de mettre sur pied un tel groupe consultatif, afin d'inclure les femmes ayant une expertise vécue et les femmes autochtones.

Recherche

Des participantes ont encouragé la SCHL à s'appuyer sur les études de recherche existantes, entre autres la documentation parallèle qui n'est pas publiée par les moyens traditionnels ou qui n'existe actuellement dans aucune base de données traditionnelle. Elles ont également invité la SCHL à effectuer les recherches requises pour garantir la mise en place d'une politique fondée sur des données probantes pour les questions liées au logement des femmes. Des modèles qui existent ailleurs pour le logement et la vie communautaire, par exemple en Islande et en Irlande, ont été proposés comme solutions de rechange pour répondre aux besoins des Canadiennes en matière de logement.

Communications et travail de proximité de la SCHL

Les femmes ont indiqué que l'utilisation d'Internet comme principal outil de sensibilisation ne répond pas à leurs besoins. Elles ont fait savoir de façon très nette que la SCHL devait communiquer en personne avec les résidentes des petites collectivités isolées et les petits groupes de femmes. Pour cette raison, et pour renforcer la confiance, il a été suggéré que la SCHL recherche l'avis de femmes avant une expertise vécue de l'itinérance et de femmes autochtones pour évaluer quelqu'un digne de confiance. La SCHL conclurait ensuite un partenariat avec cette source fiable afin de créer des liens et de communiquer avec les bonnes personnes dans les petites collectivités.







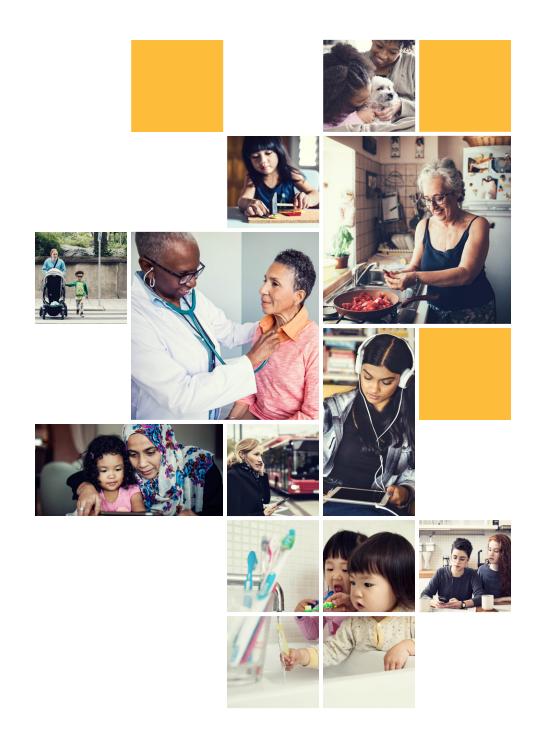












#StratégieNationaleLogement chezsoidabord.ca